



## 15ème législature

<b>Question N° :</b> <b>8038</b>	De <b>M. Pierre Morel-À-L'Huissier</b> ( UDI, Agir et Indépendants - Lozère )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Solidarités et santé		<b>Ministère attributaire</b> > Santé et prévention
<b>Rubrique</b> > professions de santé	<b>Tête d'analyse</b> > Disparition progressive de la pédopsychiatrie	<b>Analyse</b> > Disparition progressive de la pédopsychiatrie.
Question publiée au JO le : <b>01/05/2018</b> Date de changement d'attribution : <b>21/05/2022</b> Date de renouvellement : <b>04/09/2018</b> Date de renouvellement : <b>18/12/2018</b> Date de renouvellement : <b>30/04/2019</b> Date de renouvellement : <b>01/10/2019</b> Date de renouvellement : <b>10/03/2020</b> Date de renouvellement : <b>01/12/2020</b> Date de renouvellement : <b>03/08/2021</b> Date de renouvellement : <b>16/11/2021</b> Question retirée le : <b>21/06/2022</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Pierre Morel-À-L'Huissier attire l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur la disparition progressive de la pédopsychiatrie. Cette spécialité médicale souffre d'un déficit de plus en plus marqué de praticiens pédopsychiatres. Par exemple, à Lens, le nombre de médecins est récemment passé de huit à deux alors que 3 000 enfants sont suivis. Suite aux manifestations dans cette ville le 3 février 2017, les services de pédopsychiatrie ont dénoncé « la mise en danger de ce service public de qualité auprès des enfants présentant des troubles et des difficultés psychiques ». Un rapport parlementaire publié par le Sénat le 5 avril 2017 sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France pointe des manques et de nombreux leviers d'amélioration à travers 52 propositions. Il lui demande de lui indiquer ses intentions afin de remédier au déficit de praticiens pédopsychiatres.